

PROPOSITION DE CHARTE DE FONDATION DU MOUVEMENT DU 1ER JUILLET

Soumise à amendements jusqu'au 30 novembre,
Débattue et soumise au vote le 2 décembre lors de notre événement national au Mans

PREAMBULE

Nous sommes les héritiers d'un long combat. Notre mouvement et nos valeurs ne sont pas nés miraculeusement au gré de contingences ou de quelques actes héroïques d'une poignée d'insensés.

Nous ne sommes pas les enfants du hasard mais d'un idéal : le droit absolu et irréductible des êtres humains à naître et à vivre libres, dignes et égaux.

Cet idéal est celui de la Révolution française et des Lumières. Plus de deux siècles plus tard, notre résolution demeure intacte et nécessaire. L'Histoire nous enseigne que si l'humanité avance, la possibilité du recul n'est jamais loin. Les yeux bien ouverts et le cœur vigilant, nous savons que des injustices criantes demeurent, que des formes nouvelles de domination émergent, que l'espèce humaine est menacée par une course absurde et destructrice au profit, que le principe même d'égalité entre les êtres est contesté, qu'enfin nous sommes portés par le devoir à jamais actuel de réduire les fractures incessantes entre l'idéal et le réel. Face aux tensions d'une époque, face aux mutations d'un monde troublé, face aux atteintes toujours plus irréversibles aux ressources naturelles, face aux peurs et à l'ampleur de la tâche, nous nous rassemblons pour porter haut la perspective du progrès humain, c'est-à-dire l'aspiration simple à une vie meilleure pour soi-même et les générations à venir.

Voilà la raison même de notre existence. Nous sommes les filles et les fils des mouvements ouvriers dont les sacrifices, le sang, les chants et la force ont arraché l'individu à la misère où l'avait placé le système capitaliste. Nous sommes les filles et les fils du Front populaire et du programme du conseil national de la résistance qui proclamèrent, en des « *jours heureux* », l'inviolabilité de nos droits fondamentaux, politiques et sociaux. Nous sommes les descendants de tous les combats humanistes, écologistes et progressistes, de l'abolition de l'esclavage à celle de la peine de mort, du refus de toutes les oppressions et de la quête constante de l'émancipation individuelle, nous croyons à la tempérance et à la nécessité de dépasser un système capitaliste qui méprise le vivant et dévaste les forêts, les océans et la biodiversité animale et végétale. Nous faisons nôtre la charte des Verts mondiaux qui fait de la préservation de notre Terre et des générations futures la ligne centrale de toute politique éthique. Nous nous inscrivons dans la tradition des combats ouverts à Porto Alegre en 1994 en faveur d'une mondialisation bienveillante, opposée à la dictature du libre-échange et de la

41 financiarisation de l'économie. Nous croyons farouchement à la force supérieure de la
42 coopération sur la compétition.

43
44 Nous sommes enfin de tous ceux qui, en France et dans le monde, pensent, imaginent,
45 et agissent contre un système libéral qui accroît sans cesse la pauvreté, les inégalités et
46 génère la violence. A tous ceux qui s'entêtent à confisquer le pouvoir, à tous ceux qui
47 refusent obstinément de faire confiance aux citoyens parce que le monde serait devenu
48 trop complexe, à tous ceux qui rêvent d'un monde élitiste et aristocratique nous
49 rappelons qu'il n'est de souveraineté que dans le peuple et qu'il n'est pas de démocratie
50 sans lui.

51
52 Au moment où la révolution digitale accélère la métamorphose du travail, supprime des
53 millions d'emplois et permet à de grands consortiums privés de prendre possession de
54 nos vies par la propriété de nos données personnelles ne plus être mises au service du
55 progrès humain, il est temps d'agir pour concilier l'innovation technologique et le progrès
56 humain.

57
58 Au moment où les grands intérêts privés accaparent la richesse au détriment de l'intérêt
59 général et de la préservation de l'environnement, où les citoyens se sentent dépossédés
60 de leur pouvoir et où l'individu se sent parfois invisible et méprisé, il est temps d'agir
61 pour que les peuples ne demeurent pas dans l'ignorance de leur propre force.

62
63 Notre volonté est immense. Nous savons qu'il n'est pas d'ordre établi, d'injustices
64 immuables, de misères qu'on ne peut détruire. Jamais sans doute, tant de citoyens n'ont
65 exprimé le besoin de vivre en harmonie avec leur environnement, le besoin vital de
66 créer des solidarités nouvelles, de dépasser enfin le consumérisme et le productivisme,
67 d'en finir avec la concurrence et le gain de quelques-uns pour aller vers la coopération
68 et la réussite de tous.

69
70 Pour toutes les générations présentes et futures, c'est ici notre responsabilité, notre
71 engagement et la société que nous voulons.

72
73 **L'Égalité**

74
75 Les êtres humains sont égaux. Cette égalité est même le fondement premier de nos
76 valeurs politiques, de celle-ci découlent nos combats pour la démocratie, la justice
77 sociale et l'écologie.

78 Les différences ne fondent aucune hiérarchie dans le domaine politique, économique et
79 social, dans ce qui relève de la « chose publique », de la République.

80 Cette égalité fonde la liberté de chacun, bornée par celle des autres et par là, le respect
81 de la Loi est impératif tant que sont respectés ces principes d'égalité et de liberté.

82 Nous faisons nôtre l'enseignement majeur du Mouvement Ouvrier et de celui de Jaurès
83 et combattons pour une égalité et une liberté réelles.

84 Notre mouvement affirme l'objectif principal de la suppression des dominations sociales
85 fondées sur la propriété des moyens de production, de consommation et d'échange, les
86 inégalités sociales à la naissance, les hiérarchies fondées sur le genre, sur la classe
87 sociale, l'origine géographique ou culturelle

88 Cette émancipation collective et individuelle ne peut se fonder sur la compétition et la
89 concurrence en tant que valeurs, masques usés pour défendre l'inégalité réelle au nom
90 d'une chimérique égalité des chances.

91 Voilà pourquoi le Mouvement se bat pour une société basée sur le principe de
92 coopération entre égales et égaux, où, pour tout ce qui relève de l'activité collective,
93 l'égalité de droits et devoirs entre citoyens-ne-s doit être entière.

94

95 **L'Écologie**

96

97 La dette écologique ne se rembourse pas à la différence de la dette financière. La
98 première ne peut pas être subordonnée au remboursement de la seconde. Le
99 capitalisme ne se contente pas d'exploiter le travail des hommes, en soumettant le
100 destin du monde à la recherche et à la maximisation des profits à court terme, il exploite
101 sans limite les ressources naturelles, il mutile la nature et remet en question l'équilibre
102 des écosystèmes de la Terre. Notre conscience écologique implique une critique
103 radicale du système capitaliste. Du « *socialisme jardinier* » de Fourier à la vision
104 d'Elisée Reclus d'une ville « *verte* » imaginée comme le lieu même de la vie
105 démocratique, nous croyons aux progrès de la science et à la conquête du bien-être
106 universel – dès lors que ces avancées s'effectuent dans la connaissance et le respect
107 de la nature. Nous rejetons la religion de la croissance matérielle comme indicateur
108 exclusif du bien être universel. Nous lui opposons des indicateurs de développement et
109 d'émancipation qui s'affranchissent de la mesure du PIB pour intégrer l'exigence de la
110 transition écologique, de la transition énergétique pour de la « *bonne santé* » des
111 hommes et du monde vivant, de la biosphère, de l'éducation et de la culture. Nous
112 défendons la reconnaissance par la France, l'Europe et la communauté internationale
113 des « *communs* », l'eau, l'air, la forêt, les océans, la biodiversité, patrimoine qu'il faut
114 protéger et restaurer pour permettre à l'humanité de retrouver l'harmonie avec son
115 milieu. Nous savons la valeur de la terre et des sols naturels dont la consommation par
116 l'urbanisation spéculative et l'imperméabilisation galopante altèrent les capacités
117 d'absorption de CO2 et le potentiel agricole. Loin d'une agriculture industrialisée et
118 financiarisée dont la rentabilité repose sur l'emploi exponentiel de pesticides aux effets
119 délétères sur notre santé, et celle des générations à venir, nous soutenons une
120 agriculture paysanne et bio permettant la relocalisation d'une production alimentaire
121 saine.

122

123 La société humaine dépend des ressources écologiques de la planète. Nous
124 défendons donc un modèle de développement tempérant qui implique la conversion
125 écologique de l'économie, la rupture avec le productivisme, le consumérisme et la
126 religion de la croissance. Nous devons garantir l'intégrité des écosystèmes et préserver
127 la biodiversité. Le libre échange généralisé accélère le réchauffement climatique et le
128 gaspillage des ressources, la dégradation l'environnement. Nous voulons lui opposer
129 des échanges économiques sobres en carbone, favorisant les circuits courts, les
130 productions locales et l'économie circulaire. Nous voulons promouvoir l'économie
131 sociale et solidaire et toutes les formes d'entreprises et d'entrepreneuriat qui intègrent
132 des principes démocratiques, limitent la lucrativité et améliorent les externalités
133 environnementales et sociales de leurs activités.

134

135 **La Démocratie**

136

137 L'égalité des droits et des devoirs, la liberté personnelle et collective d'opinion. Voilà ce
138 qui fonde la démocratie comme principe supérieur d'organisation sociale.

139 Dans le domaine des institutions, nous promovons un équilibre entre démocratie
140 représentative et participation directe des citoyens, la coopération entre pouvoirs
141 législatif et exécutif et non la prééminence de ce dernier. Nous croyons en une
142 République véritablement régie par la devise d'Abraham Lincoln : le gouvernement du
143 peuple par le peuple et pour le peuple. Nous croyons en l'intelligence collective et
144 refusons toutes les formes de démocratie amoindries qui subordonnent le destin de
145 notre pays au « génie » d'un seul. Nous voulons une 6ème république démocratique et
146 participative, écologique et sociale, laïque et décentralisée.

147

148 Dans le champ économique et social, nous nous inscrivons dans le combat et la
149 promesse socialistes qui ne concevaient pas d'émancipation possible si la démocratie
150 était interdite de franchir les portes de l'atelier. La démocratie n'est pas une oasis qui se
151 limiterait à l'exercice intermittent du droit de vote pour élire des représentants. Le peuple
152 n'est pas un lobby parmi d'autres, comparable aux experts, marchés financiers et
153 entreprises. Notre projet est plus que jamais la démocratie jusqu'au bout, la démocratie
154 continue et notre souverain exclusif demeure le peuple. Nous refusons le seul pouvoir
155 des grands actionnaires privés et promovons l'entreprise avec ses déclinaisons
156 plurielles, non comme une propriété mais comme une co-existence d'acteurs, où les
157 salariés co-décident. En ce sens, nous promovons l'économie sociale et solidaire
158 comme le modèle d'avenir des relations de production et d'échange.

159

160 **La Justice sociale**

161

162 Nos sociétés restent structurées par des rapports de domination et d'exploitation. Les
163 conflits d'intérêt entre classes sociales subsistent et se sont même accentués depuis

164 l'essor de la révolution néolibérale des années 80 et la mondialisation financière.
165 L'individualisation du travail et la crise de la société salariale ont altéré la conscience de
166 classe mais pas la réalité des processus de soumission des classes productives aux
167 intérêts d'une infime minorité qui possède l'essentiel des richesses mondiales. Nous
168 pensons que l'augmentation exponentielle de la richesse créée grâce au
169 réinvestissement des profits financiers et à la spéculation au détriment de la richesse
170 productive est responsable d'un accroissement insupportable des inégalités entre le
171 sommet de la pyramide sociale et l'immense majorité de l'humanité. Nous voulons donc
172 la justice par la redistribution des richesses, par la mise en œuvre de transferts de
173 richesse à l'échelle nationale, européenne et internationale des minorités les plus riches
174 vers le reste de la population par les services publics, l'éducation, les politiques de
175 santé, l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, le Revenu Universel
176 d'Existence, les péréquations entre territoires et la solidarité internationale.

177
178 Vouloir la justice sociale ne se réduit pas à une meilleure redistribution des richesses. Il
179 ne peut y avoir de République réalisée sans la certitude pour chacun d'échapper à
180 toutes les formes de domination. En premier lieu, nous combattons pour l'égalité entre
181 les femmes et les hommes dans le droit et les faits. Nous reprenons à notre compte
182 l'engagement d'Aimé Césaire qui rappelait que le combat commun des travailleurs
183 n'effaçait pas la persistance des discriminations fondées sur la couleur de peau. Cela
184 est tout aussi vrai pour toutes les autres discriminations fondées sur la culture, la
185 croyance ou l'orientation sexuelle. Notre combat pour la justice embrasse la lutte contre
186 tous les processus de domination culturelle qui, à force de stéréotypes dégradants,
187 refusent aux personnes discriminées la jouissance d'une citoyenneté pleine et entière.
188 Voilà pourquoi nous prônons la laïcité telle qu'elle fut réalisée en 1905 qui ne sépare
189 jamais l'égalité, l'émancipation et le respect de croire ou de ne pas croire.

190
191 L'éducation, contre l'ignorance et tous les obscurantismes est la clé de l'émancipation et
192 de l'épanouissement des individus. Nous voulons une éducation humaniste, capable
193 d'ouvrir pour chaque élève des perspectives pour se réaliser comme citoyen et individu
194 tout au long de la vie et pas seulement préparer l'insertion professionnelle immédiate.
195 Nous défendons le vieux rêve de Victor Hugo de l'éradication de la pauvreté, un
196 impératif moral, social et économique. Chaque citoyen doit voir ses droits fondamentaux
197 – se loger, se nourrir, se cultiver, se soigner et s'éduquer – assurés tout au long de sa
198 vie. Un nouveau pilier de la Sécurité sociale doit être créé pour garantir des revenus
199 décents, redonner de l'autonomie à chacun et transformer le travail : le revenu universel
200 d'existence. Nous reprendrons sous des formes variées la réduction du temps de travail.

201
202 **L'internationalisme**
203
204 Nous sommes européens et voulons poursuivre le processus de rapprochement des

205 peuples européens et la réalisation d'une Europe fédérale. Le projet européen, pensé
206 comme un antidote à la guerre doit désormais redevenir un projet émancipateur pour les
207 européens. Cette promesse s'est évanouie dans les politiques néolibérales austéritaires
208 mises en œuvre par l'Union européenne depuis Maastricht. Le néolibéralisme a placé
209 l'Europe dans une impasse qui menace sa propre existence. Le rebond n'est pas dans
210 le repli souverainiste et nationaliste. Nous défendons un agenda progressiste,
211 européen, transnational comme seule alternative à la double impasse du néo-
212 libéralisme et du nationalisme.

213
214 Nous voulons retrouver la ferveur des engagements internationalistes des pères
215 fondateurs de la gauche moderne. Le seul niveau pertinent pour inverser la courbe du
216 réchauffement, lutter contre l'évasion fiscale, proposer la relocalisation des économies
217 face au libre-échange, est l'échelle internationale. Nous nous engagerons dans la
218 réalisation d'une alliance internationale des progressistes pour reconstruire les liens
219 entre les peuples autour de la promotion des biens communs face à la dégradation de
220 l'environnement, de la défense des services publics, de droits fondamentaux semblables
221 par-delà les frontières, dont la neutralité du Net face à la financiarisation de l'économie,
222 de la solidarité internationale face aux à la grande pauvreté et aux déplacements de
223 population, de la défense de la démocratie et du droit à l'autodétermination des peuples.
224